

---

**Adam Segal, Digital Dragon. High-Technology Enterprises in China, Ithaca et Londres, Cornell University Press, 2003, 188 p., et Kellee S. Tsai, Back-Alley Banking, Private entrepreneurs in China**

Ithaca et Londres, Cornell University Press, 2002, 316 p.

**Gilles Guiheux**

---



**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/115>  
ISSN : 1996-4609

**Éditeur**

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

**Édition imprimée**

Date de publication : 1 juin 2003  
ISSN : 1021-9013

**Référence électronique**

Gilles Guiheux, « Adam Segal, Digital Dragon. High-Technology Enterprises in China, Ithaca et Londres, Cornell University Press, 2003, 188 p., et Kellee S. Tsai, Back-Alley Banking, Private entrepreneurs in China », *Perspectives chinoises* [En ligne], 77 | mai-juin 2003, mis en ligne le 06 novembre 2006, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/115>

---

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

© Tous droits réservés

---

# Adam Segal, Digital Dragon. High-Technology Enterprises in China, Ithaca et Londres, Cornell University Press, 2003, 188 p., et Kellee S. Tsai, Back-Alley Banking, Private entrepreneurs in China

Ithaca et Londres, Cornell University Press, 2002, 316 p.

Gilles Guiheux

---

- 1 A bien des égards, le dynamisme de la croissance économique chinoise constitue un défi pour les sciences sociales. A la différence du capitalisme occidental, l'économie, et en particulier le secteur privé au cours des dix dernières années, se sont développés en l'absence d'un corpus cohérent de lois réglementant les régimes et les transferts de propriété. Autre paradoxe, certains ont pu considéré que la Chine suivait un modèle de développement inspiré des expériences de ces voisins japonais, coréen ou taiwanais, mais l'hypothèse d'un Etat chinois central « développementaliste » est contredite par la variété des situations locales et l'écart qui les sépare des directives formulées au niveau central. Les ouvrages de Adam Segal et Kellee S. Tsai apportent tous deux des réponses importantes au défi lancé par le cas chinois aux analyses classiques du développement économique.
- 2 L'objet d'étude d'Adam Segal, ce sont les entreprises de haute technologie à gestion privée (les *minban* ou *minying kejiqiye*). Ces entreprises, ni publiques, ni privées, relèvent de fait de divers régimes de propriété ; elles sont tantôt entreprises d'Etat, tantôt entreprises collectives ou entreprises privées<sup>1</sup>. L'objectif de l'auteur est non seulement de montrer que les politiques mises en oeuvre pour favoriser leur développement ont varié d'un point à un autre de la Chine, mais d'expliquer pourquoi. Pour se faire, il enquête dans quatre grandes villes : Pékin, Shanghai, Xi'an et Canton. Il a dépouillé la presse

locale, lu les rapports administratifs ou les plans de développement de ce secteur d'activité, et conduit plus d'une centaine d'entretiens avec des entrepreneurs comme des représentants des administrations concernées.

- 3 Pour comprendre la variété des choix stratégiques opérés par les autorités, Segal les replace dans le cadre de systèmes économiques locaux qu'il caractérise par quatre éléments : les ressources technologiques et scientifiques disponibles, les rapports de force entre les différentes administrations, les relations entre le gouvernement local et les autorités centrales, les traditions locales en matière de politique économique. Ces quatre éléments définissent une configuration institutionnelle propre à l'espace considéré qui, conclut-il, a façonné la trajectoire locale en matière de promotion des entreprises de haute technologie. Le cœur de l'ouvrage, ce sont donc les chapitres dans lesquels l'auteur reconstitue ces trajectoires locales. A chaque fois, l'auteur s'interroge sur trois aspects : la forme juridique (le régime de propriété) adoptée par les entreprises, le type de financement mis en œuvre, la relation entre le gouvernement local et les entreprises. Etudiant l'émergence d'un même secteur d'activité en plusieurs points du territoire chinois, l'auteur associe logiquement les caractéristiques du système local avec le succès ou l'échec dans la promotion des industries de haute technologie.
- 4 Certains des résultats de l'enquête peuvent surprendre. Par exemple, contrairement à l'idée reçue qu'à Pékin, le gouvernement est omniprésent, Segal montre que les entreprises de haute technologie se sont développées de manière très largement indépendantes des administrations centrales. Ce n'est que dans un second temps, après leurs premiers succès, que le gouvernement local et le Conseil des affaires de l'Etat ont mis sur pied une zone privilégiée d'accueil de ces entreprises à Zhongguancun. Cette trajectoire est bien évidemment à mettre en rapport avec les caractéristiques du système économique local. Pékin bénéficie de la plus large concentration d'universités et d'instituts de recherche publics, en même temps que les outils de planification industriel y sont moins développés que dans d'autres villes comme Shanghai. Dans cette dernière, le développement des industries de haute technologie s'est fait autour de grandes entreprises d'Etat. A Xi'an, la situation est comparable, l'économie locale étant dominée par des entreprises d'Etat et les industries de la défense. Canton a elle logiquement fait appel aux capitaux étrangers, et en particulier aux entrepreneurs de Hong Kong.
- 5 Kellee S. Tsai s'interroge, pour sa part, sur la contribution des financements informels à la croissance chinoise (70% des entreprises auprès desquelles elle a enquêté ont eu recours à une forme ou une autre de financement informel : prêts sur gage, tontine, emprunts auprès de parents ou d'amis, etc.). Les trois questions à l'origine de l'ouvrage sont les suivantes : comment expliquer la large diffusion des modes informels de financement alors qu'ils sont illégaux ? Pourquoi l'offre en matière de financement informel varie-t-elle d'un point à l'autre du territoire chinois ? Pourquoi, dans un même espace local, les entrepreneurs privés ont-ils recours de manière différente à ces financements ? Tsai s'interroge donc non seulement sur la diversité des situations locales, mais aussi sur l'usage variable par les entrepreneurs privés des mêmes ressources disponibles de financement au sein d'un territoire donné.
- 6 L'argumentation s'appuie sur un travail de terrain considérable, plus de vingt mois d'enquête répartis entre 1994 et 2001 (ce qui autorise l'auteur à commenter des évolutions<sup>2</sup>), trois cents entretiens avec des entrepreneurs privés, des responsables de banques et d'administrations, dans dix-huit localités distinctes des provinces du Fujian, du Zhejiang et du Henan. L'ampleur de l'échantillon permet de vérifier statistiquement

(tests de corrélation) certaines hypothèses. Ainsi, dans 16 des 18 localités enquêtées, l'attitude du gouvernement local à l'égard du secteur privé (répressif ou favorable) explique le degré de diversité institutionnelle en matière de financement informel.

- 7 Les données montrent aussi que la stratégie d'un entrepreneur individuel en matière de financement dépend de la longueur de son expérience, de l'étendue de ses relations politiques, de ses origines résidentielles ainsi que de son sexe. Tsai insiste donc aussi sur la diversité des entrepreneurs privés eux-mêmes. Si, dans des conditions données, ils font un usage variable des modes de financement disponibles, c'est que chacun se caractérise par une identité politique et sociale différente. Ainsi, un entrepreneur disposant de relations politiques solides sera plus disposé à mobiliser le système formel de crédit, qu'une femme migrante disposant de peu de relais dans la société locale.
- 8 La réponse de Tsai à l'hypothèse d'un Etat chinois « développementaliste », fût-il local, consiste en ce qu'elle appelle « les logiques locales des possibilités économiques » (*the local logics of economic possibility*). L'auteur insiste à la fois sur l'importance des héritages de la période maoïste (la présence d'entreprises d'Etat ou d'institutions collectives puissantes) et sur la capacité d'initiative des entrepreneurs qui, certes insérés dans des structures locales données, disposent néanmoins de capacités d'innovation dans l'usage des ressources disponibles. Ce qui compte pour la compréhension des processus en cours, ce sont donc moins les impulsions données par le gouvernement central, que les configurations locales.
- 9 On l'aura compris, les deux ouvrages partagent une même méthode comparative, qui met en regard plusieurs fractions de l'espace chinois. Ce choix permet d'éviter deux écueils, à la fois les généralisations abstraites et abusives à l'échelle d'un pays si contrasté, et les impasses de la pure monographie. La méthode choisie est ici extrêmement féconde et permet de construire des typologies : quatre modes de développement des entreprises de haute technologie pour Adam Segal (p. 18), trois modèles de développement du secteur financier informel pour Kellee Tsai (p. 256).
- 10 Les auteurs insistent aussi sur la nécessité de déconstruire l'Etat central comme les gouvernements locaux. Il ne faut pas considérer l'Etat chinois comme une machine cohérente qui marche d'un seul pas. On chercherait en vain une administration centrale chinoise qui soit l'équivalent du MITI japonais ou de l'EPD singapourien. En Chine, il faut envisager l'Etat comme une structure décentralisée, insérée (*embedded*) dans des configurations institutionnelles, politiques et sociales particulières. Adam Segal s'intéresse précisément aux interactions entre les échelons local et central. Kellee Tsai montre avec clarté qu'à l'échelle d'une même ville, la Banque de Chine et le Bureau de l'industrie et du commerce peuvent avoir des intérêts divergents (lorsque la première souhaite réprimer les formes informelles de crédits, le second peut activement les soutenir car maisons de prêts sur gages ou coopératives de crédits sont des sources de revenus). A chaque échelon, national, provincial, municipal, du district ou du village, le parti-Etat est composé d'organes administratifs et politiques qui sont simultanément concourants et rivaux.
- 11 Une autre conclusion commune aux deux ouvrages est le poids du passé. Adam Segal évoque les « modèles traditionnels de politique industrielle » (*traditional patterns of industrial policy*) qui varient d'un espace à l'autre et contribuent à expliquer la capacité des gouvernements locaux à formuler et à mettre en oeuvre une politique industrielle. Kellee Tsai insiste sur l'héritage maoïste, facteur structurant des logiques locales. Là où l'Etat n'a pas organisé le développement économique durant la période maoïste,

l'économie privée est active (cas de Wenzhou) et les autorités locales sont favorables à la création de formes nouvelles de financement<sup>3</sup>.

- 12 Certes, la lecture de ces deux ouvrages laisse des regrets. Adam Segal ne fournit par exemple aucune indice de la performance économique ou technologique des entreprises considérées. Dans quelle mesure les entreprises chinoises de haute technologie sont-elles vraiment innovantes ? Ne se contentent-elles pas pour nombre d'entre elles d'assembler des pièces, très largement importées, et ne sont-elles donc pas des entreprises manufacturières ordinaires ? La Chine ne se couvre-t-elle pas de parcs technologiques (*gaokexue yuan*) qui, lorsqu'ils ne sont pas déserts, accueillent surtout des entreprises à la recherche d'exemptions fiscales et d'accès faciles au crédit ? La comparaison entre Zhongguancun et la Silicon Valley californienne est-elle pertinente (on pense en particulier à la question de la circulation de l'information entre des entreprises liées à des universités ou des centres de recherche concurrents) ? Kellee Tsai, pour sa part, lasse parfois son lecteur par l'immensité de la littérature sociologique, économique, anthropologique ou de science politique mobilisée (la référence à l'*habitus* de Pierre Bourdieu, p. 259, est-elle bien pertinente ?). Malgré ces remarques, les deux auteurs apportent une moisson considérable de résultats et tracent une voie prometteuse.

---

## NOTES

1. Sur ce point, voir Bennis Wai-yip So, « Evolution of Mining High-tech Enterprises in China : Legitimizing Private Ownership », *Issues & Studies*, 37-5, septembre - octobre 2001, pp. 76-99, et notre article « La cristallisation inachevée du secteur privé », *Perspectives Chinoises*, n° 71, mai-juin 2002, pp. 24-35.

2. La création en 1984 à Wenzhou de la première banque fermée en 1989 par exemple (pp.140 et suivantes).

3. Ce qui ne veut pas dire que là où l'administration locale continue d'entretenir des liens de grande proximité avec les entreprises d'Etat ou collectives, les entrepreneurs privés, pour lesquels l'accès au crédit formel est difficile, ne témoignent pas de fortes capacités d'innovations en termes de financement. C'est le cas de la province du Henan où, bien que le secteur privé soit peu développé, il existe une grande variété de types de financement informel.